

LES ILES FEROE A L'UNESCO, LE TIBET PEUT TOUJOURS ATTENDRE...

Récemment, le petit monde parisien de l'Unesco était en pleine effervescence, dans l'attente du nouvel élu qui tiendra dorénavant le devant de la scène à sa direction. De rumeurs en joutes serrées, de palabres en négociations laborieuses, la tête de l'organisation internationale est féminine, Irina Bokova la Bulgare, l'ayant finalement emporté sur Farouk Hosny l'Egyptien. A peu près en même temps, les amateurs de foot, bien plus nombreux, se passionnaient pour un match décisif entre les équipes de France et des îles Féroé, justement. A première vue, pas grand-chose de commun entre ces deux événements. Et pourtant... Le brouhaha autour du premier et les clameurs entourant le second ont relégué loin à l'arrière-plan un troisième événement qui vaut tout de même son pesant d'information.

Heureusement, à la différence d'un surprenant silence journalistique, un organe de presse sérieux et qui ne perd aucune occasion de lancer son scoop n'a pas négligé d'annoncer à son vaste public cette nouvelle si importante : dès la mi-octobre, tous les intéressés étaient informés que les Iles Féroé venaient d'être admises comme deux-centième membre à l'Unesco, « qui compte désormais 193 Etats membres et sept associés ». Merci le Service français de Radio Pékin, qui précise doctement : « Selon l'Acte constitutif de l'Unesco, les territoires ou groupes de territoires qui n'assument pas eux-mêmes la responsabilité de la conduite de leurs relations extérieures peuvent être admis comme membres associés par la Conférence générale. »

Sage disposition qui a permis à l'archipel européen de 18 îles et 40.000 habitants de se joindre aux associés qui l'ont précédé, à savoir Aruba, les Antilles néerlandaises, les Iles Caïman, les Iles Vierges, Tokelau (dans le Pacifique, trois îlots et 1.187 habitants), et ... Macao. La dépêche chinoise a ceci d'intéressant que non seulement elle donne l'information, capitale pour enrichir le patrimoine culturel mondial de l'humanité, mais en même temps, elle est stimulante, car elle peut donner des idées et suggérer des initiatives tout aussi heureuses et novatrices. Que les pays adhérant à l'ONU soient de plein droit membres de l'Unesco, rien à redire, et que son institution spécialisée dans l'éducation et les sciences en compte une demi-douzaine de plus eu égard à la diversité culturelle de notre brave petite planète bleue, rien que de très normal : l'auguste institution n'a-t-elle pas pour mandat de « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde en resserrant, par l'éducation, la science, la culture et la communication, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations unies reconnaît à tous les peuples » ?

Il est donc tout naturel d'y retrouver St. Kitts et Nevis, St. Marin, St. Vincent et les Grenadines, les Iles Marshall et les Salomon, ou encore Kiribati, Nauru, Tuvalu et Tonga, pour accueillir leur nouvel associé, les Féroé, « connues pour l'intégrité des paysages, l'architecture traditionnelle et une identité culturelle marquée ». « Identité culturelle marquée... territoires qui n'assument pas eux-mêmes la responsabilité de leurs relations extérieures », ça ne vous rappelle rien? D'accord, Macao y a bien sa place...

Mais alors, pourquoi pas le Tibet ? Nul doute qu'il s'agit là d'un malencontreux oubli, que le ministre chinois des affaires étrangères (ce sont eux qui se chargent généralement de déposer la demande d'association à l'Unesco, au nom du pays qui exerce la tutelle) se fera un réel plaisir de réparer dans les meilleurs délais. Il est de notoriété publique – pour reprendre une formule chère aux porte-paroles de Pékin – que le Pays des Monts neigeux qui, comme

chacun sait ou feint de le croire, « appartient à la Chine depuis la nuit des temps », se prévaut sans ambiguïté d'une « identité culturelle marquée », avec son architecture traditionnelle et ses paysages naguère intègres d'une beauté puissante, pour ne citer que ces traits saillants. Son passé, son savoir ancestral, ses trésors artistiques, sa langue et son alphabet, ses us et coutumes, ce qui reste de son patrimoine qualifient amplement ce vaste territoire qu'on appelle « le toit du monde », autant que Macao, pour entrer par la grande porte à l'Unesco.

Une idée en ce sens avait été lancée il y a environ une année, visant à l'inscrire au Patrimoine mondial, en vue d'apporter une « réponse magistrale et pacifique au problème posé par le statut de ce pays ». Intention on ne peut plus louable, mais qui l'a entendue en des temps où le tout économique l'emporte sur le tout politique, voire sur le respect des principes mêmes de l'ONU et de l'Unesco auxquels ont souscrit tous les membres de ces honorables institutions ? Faute d'un geste de véritable courage politique, l'Unesco qui revendique l'universalité culturelle s'honorerait de pareille audace...

Une ombre de taille entre New Delhi et Pékin

Au-delà cependant de ce qui peut paraître relever de l'anecdote, la *realpolitik* de plus en plus largement en vogue à travers le monde a de quoi laisser songeur. Comme si le Tibet n'était qu'un simple alibi, ou un cache-misère, selon les intérêts de l'instant – que l'on s'appelle Barack Obama ou Nicolas Sarkozy, sans oublier Manmohan Singh, voire Sonia Gandhi. Entre les deux mastodontes asiatiques qui se livrent sans cesse à des escarmouches plus ou moins feutrées masquant mal une rivalité croissante, le Tibet n'est plus l'Etat-tampon de naguère, mais une ombre gigantesque sur les relations entre New Delhi et Pékin. Et ces rapports ne sont pas au beau fixe, quand bien même la presse est plutôt discrète à ce propos. Davantage que des bruits de bottes, ce sont des roulements de chars et le sourd vacarme d'une construction accélérée d'infrastructures militaires sur le toit du monde qui se font entendre au loin, tandis que le gouvernement indien joue apparemment la sérénité... tout en suspendant des chantiers frontaliers dès que les autorités chinoises manifestent leur mauvaise humeur.

Il ne suffit toutefois pas de laisser le Dalaï-lama répondre aux demandes des fidèles d'Arunachal Pradesh et d'ailleurs pour faire croire que l'Inde n'a pas à se soucier des intentions de sa nouvelle voisine au-delà de l'Himalaya – les intentions de cette dernière ne sont pas à l'abri de tout soupçon. Le Tibet et les Tibétains en ont fait et en font encore l'amère expérience, certains stratèges ou hauts fonctionnaires en Inde n'ont pas oublié l'expérience de 1962 et ne souhaitent pas qu'elle se renouvelle. Personne n'y a intérêt certes, à l'exception de ceux qui aimeraient bien allumer la mèche, et l'histoire indique qu'ils se laissent plus souvent qu'à leur tour enivrer par l'orgueil de la puissance, cette illusion pernicieuse qui monte si vite à la tête au point d'en ignorer les conséquences.

Prenant à rebrousse-poil l'antienne du déclin de l'influence occidentale, américaine en particulier, dans le monde et du rôle des démocraties en faveur des droits de l'homme, Wei Jingsheng, un vétéran de la dissidence chinoise, rappelait récemment à l'occasion de l'anniversaire de la chute du mur de Berlin : « Nous autres Chinois, nous étions découragés après le massacre du 4 juin à Tiananmen. Cette victoire des Européens de l'Est nous a fait l'effet d'un feu de camp dans les ténèbres, elle nous a encouragés et rendu espoir. » Certes, les temps changent lentement, et même si parfois l'horizon s'obscurcit et le ciel semble bas, le dernier mot revient toujours à la lumière. « L'humanité crie à l'aide, constatait naguère le Dalaï-lama. Notre temps est désespéré. Ceux qui ont quelque chose à offrir, qu'ils se manifestent. Il est grand temps... » En des temps encore plus reculés, un autre sage assurait : « C'est lorsqu'il n'y a plus d'espoir qu'il convient d'espérer. »

C.B.L.

